

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 10/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHEMLOG SAS

Route de Bueil
B.P. 10
27780 Garennes-sur-Eure

Références : UBDEO/ERA/125
Code AIOT : 0005800955

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2024 dans l'établissement CHEMLOG SAS implanté 7, route de Bueil B.P. 10 27780 Garennes-sur-Eure. L'inspection a été annoncée le 15/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées sur les installations électriques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEMLOG SAS
- 7, route de Bueil B.P. 10 27780 Garennes-sur-Eure

- Code AIOT : 0005800955
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHEMLOG basée à Garennes sur Eure exploite un entrepôt de 10 000 m², elle est spécialisée dans le stockage à température ambiante de produits destinés à différents secteurs industriels : alimentaire, pharmaceutique, cosmétique principalement, mais stocke également des produits chimiques dont des liquides inflammables.

Le site est soumis au régime de l'Autorisation pour les solides inflammables (rubrique 1450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) et pour le stockage de produits toxiques (rubriques 4120, 4130 et 4140).

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	6 mois
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Sans objet
3	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Sans objet
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Sans objet
6	Alimentation moyens	Arrêté Préfectoral du 19/08/1998, article	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	incendie	4.19		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate du suivi des installations.

Néanmoins, l'exploitant doit aller plus loin dans l'appropriation des rapports et dans l'évaluation des risques, c'est pourquoi :

- **L'exploitant devra, sous 6 mois, mettre en place un plan d'actions visant à lever les limites d'intervention** des rapports de vérification des installations électriques

- **L'exploitant doit mettre à jour le zonage ATEX du site dans un délai de 6 mois**, afin de classer et signaler les zones à risques.

Dans le même temps, l'exploitant justifiera du non classement du site dans la rubrique 2925 de la nomenclature des installations classées.

Par ailleurs, le rapport de visite du 27 mars 2023 est clôturé suite aux éléments fournis par l'exploitant. L'exploitant, qui projette d'installer une réserve d'eau, devra informer l'inspection des modifications prévues au site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périodicité du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations sont contrôlées périodiquement conformément à la réglementation.</p> <p>L'exploitant a fourni avant l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport de vérification des installations électriques n°0070057-010-1 de l'APAVE du 10/11/2023 relativement au contrôle du 30/10/2023. - le certificat Q18 du 10/11/2023 - le compte rendu Q19 N°23043204.01 du 11/05/2023 <p>Le certificat Q18 conclut sur l'absence de risque d'explosions et d'incendie, néanmoins la vérification est qualifiée de partielle.</p> <p>Le compte rendu Q19 est vierge d'anomalies constatées.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de vérification fait état de limites d'intervention générales et particulières, parmi lesquelles des équipements inaccessibles, des continuités à la terre non vérifiées, l'absence de schéma de l'installation.</p> <p>L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les limites d'intervention ne garantissent pas le caractère complet du contrôle des installations électriques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra, <u>sous 6 mois</u>, mettre en place un plan d'actions visant à lever les limites d'intervention.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6mois

N° 3 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le Q18, aucune non-conformité n'a été relevée « dans le périmètre des limites d'intervention ».</p>

<p>Le rapport de vérification 2023 mentionne 2 observations. Le rapport 2022 en comptait 5.</p> <p>L'exploitant ne formalise pas le suivi des actions sur un outil informatique : le rapport est transmis au prestataire en charge de lever les remarques ou non conformités. La mention de la levée est notée manuellement, directement sur le rapport.</p> <p>La priorité est donnée aux éventuelles non conformités du Q18.</p> <p>L'inspection a constaté sur le terrain de la levée des 2 observations de 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le site ne contient pas de zone ATEX, aucune zone n'est signalée et matérialisée comme zone à risque explosible.</p> <p>Néanmoins, le site possède 6 chariots et dispose d'un local de charge de batteries des chariots, ce local est équipé de ventilations. D'après la situation administrative du site le site serait Non Classé sur la rubrique 2925 (Ateliers de charge d'accumulateurs électriques) de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'inspection des installations classées expose en séance : à la fin du processus de charge, une atmosphère explosive est susceptible de se créer temporairement dans l'environnement immédiat au-dessus des batteries au plomb car de l'hydrogène se forme et est libéré dans l'atmosphère par les bouchons à soupape. Les dispositions techniques ont pour effet de réduire la zone ATEX, mais il existe potentiellement une zone de type 2 au-dessus des batteries. Il convient donc d'étudier le risque explosion.</p> <p>Une étude ATEX a été réalisée en 2003. Celle-ci classait notamment le local de charge en zone 1. Une zone est également dédiée au stockage de liquides inflammables. Ces zones peuvent présenter un risque d'explosion.</p> <p>Cette étude est considérée comme obsolète au vu des modifications apportées au site.</p> <p>A noter que ce point a été noté comme limite d'intervention sur le Q18 : l'exploitant « nous a déclaré qu'il n'y a pas de zone ATEX ».</p> <p>L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur l'obligation d'évaluer le</p>

<p>risque explosion et, si besoin, de porter à la connaissance de l'organisme en charge du contrôle des installations électriques le plan des zones à risque d'explosion, le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) et la déclaration de conformité des installations électriques dans ces zones.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au vu des risques potentiels, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'évaluer dans un délai de 6 mois le risque explosion ATEX et, si besoin, de porter à la connaissance de l'organisme en charge du contrôle des installations électriques le plan des zones à risque d'explosion, le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) et la déclaration de conformité des installations électriques dans ces zones.</p> <p>Dans le même temps, l'exploitant justifiera du non classement du site dans la rubrique 2925 de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6mois</p>

N° 5 : Etat général visuel des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a contrôlé la levée des 2 observations du rapport 2023 dans le local TGBT et le local de charge.</p> <p>Constat a été fait de la présence de ventilation en toiture, de l'absence de signalisation ATEX et du bon état général des équipements.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Alimentation moyens incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/1998, article 4.19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Alimentation moyens incendie</p>

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné}
- date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}

Prescription contrôlée :

Deux puits suffisamment dimensionnés, alimentés par la nappe phréatique, seront aménagés et accessibles en permanence aux services de secours. Un volume d'eau minimal de 840 m³ devra être disponible sur une durée de 2 heures.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser les travaux de curage demandés par l'inspection et a transmis suite à la visite du 5 avril 2024 la facture de l'entreprise prestataire du 7 juillet 2023.

D'autre part, dans le courrier de réponses du 31 mai 2023, l'exploitant indiquait :

- avoir pris contact avec le SDIS pour une visite du site
- avoir entrepris les démarches pour faire réaliser un D9
- étudier une solution alternative afin de ne plus être dépendant des fluctuations de niveaux d'eau des étangs

Le SDIS a transmis à l'inspection son rapport de visite du 25 mars 2024, ci-dessous un extrait :

« L'arrêté préfectoral d'autorisation de cette ICPE prescrit un volume minimum de 840m³ obtenu au moyen d'un étang situé à l'arrière du site, et disposant d'un canal de pompage dans la cour de l'entreprise, où une aire d'aspiration est aménagée. Ce dispositif semble conforme aux exigences du RDDECI à la date de la visite, mais l'exploitant indique que le niveau d'eau baisse drastiquement au cours de l'été, mettant en doute la notion de pérennité de ce point d'eau naturel. Aussi, afin de palier à cette difficulté, l'entreprise a volontairement fait réaliser une étude de dimensionnement des besoins en eau (D9) par le CNPP, concluant à un besoin en eau de 180m³ /h pendant 2 heures, soit un volume de 360m³ .

A ce volume peut être retranché un débit théorique de 60m³ /h pendant 2 heures délivré par la DECI publique, soit 120m³ . Le besoin en eau complémentaire est donc de 240m³ .

Après visite des abords de l'entreprise, un emplacement judicieux, situé le long de l'accès PL et hors des flux thermiques déterminés par l'étude « flumilog » a pu être présélectionné. »

L'exploitant indique être en recherche de prestataire pour l'ajout d'une réserve souple qui permettrait de sécuriser les besoins en eau du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 19 août 1998, l'exploitant doit informer l'inspection avant toute modification prévue sur le site, via un porter à connaissance dans lequel il précisera les tenants et aboutissants du projet.

Type de suites proposées : Sans suite

